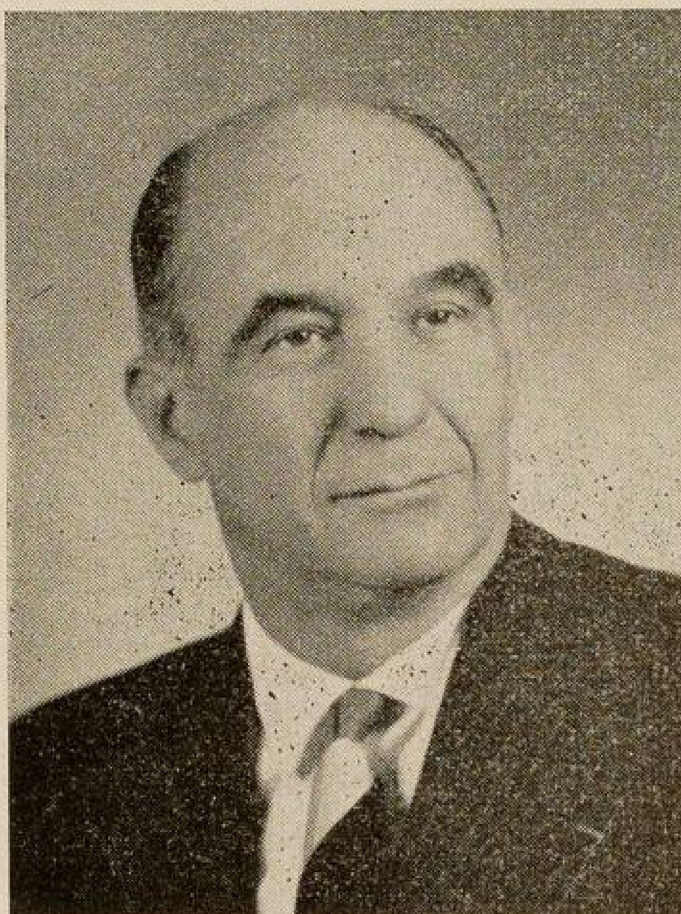
ELECTIONS LEGISLATIVES DU 18 NOVEMBRE 1962

(2e Circonscription)

Creusoises, Creusois,

Les élections législatives *anticipées*, preuve de la fragilité et des contradictions du Régime Gaulliste vous sont imposées.

De très nombreux et toujours fidèles amis ont su me convaincre de l'intérêt de ma candidature aux élections législatives du 18 novembre 1962 : « Pour défendre la Creuse, me dirent-ils, il faut un creusois qui ne s'est pas trompé en 1958, qui a su dire NON à la sédition et à une Constitution dont l'article 16 permet tous les usages ».



La plupart d'entre-vous connaissent mon nom, mes origines, mon passé.

MES ORIGINES : de petites gens, dont je suis fier, des paysans de Saint-Sulpice-le-Dunois, des instituteurs à Sagnat, St-Priest-la-Plaine, Bussière-Dunoise, Naillat.

MON PASSE : Surtout professionnel : depuis 25 ans je mène contre le cancer le combat que vous supposez : en juillet dernier j'étais délégué au 8e Congrès international à Moscou où étaient réunis des Savants de 70 pays.

Passé politique aussi : récent, pour forger l'union des Gauches sans exclusive, seule formule de salut de la démocratie en France.

Considérant que participer à la vie politique de son pays, de son département, est un honneur et un devoir, je me présente à vos suffrages, heureux de me trouver dans une circonscription où je suis maire et conseiller général, heureux d'apporter aux cantons du Sud, si déshérités, ma joie de servir et ma foi dans la République, dans la Démocratie dans la laïcité « expression suprême de la tolérance et de la liberté de penser ».

Ma profession me donne l'inestimable chance de me rendre compte des satisfactions, des besoins et des misères d'une clientèle surtout rurale pour les quatre cinquièmes.

Un parti jeune, le P.S.U., groupant toutes les tendances de la gauche française et notamment tout l'éventail syndicaliste, notamment les ruraux, me permet, sur un programme d'action, susceptible de satisfaire les perspectives du vrai socialisme, d'œuvrer dans la voie du progrès social et de **l'amélioration constante du niveau de vie de ceux qui travaillent ; mon ardent désir est en effet d'aller à l'assaut de citadelles qui ont perdu leur emblème de partis de gauche, à l'assaut des vieux partis, revenants acharnés d'un régime de faillite et de conservation.**

Il faut en effet que la gauche prenne conscience de ses responsabilités et engage le combat pour une République moderne dans le sens magistral décrit par notre ami P. Mendès-France dans son récent et dernier ouvrage au succès retentissant : « *Un Gouvernement, une législature, un plan* ».

Pour marquer l'intérêt que je porte à l'organisation syndicale professionnelle, j'ai demandé à notre dévoué camarade Roger BODEAU, militant syndicaliste connu sur le plan national et international, d'être mon suppléant.

Il était en 1958 mon adversaire S.F.I.O. en 1re circonscription et Secrétaire de la Fédération S.F.I.O. de la Creuse. Ecœuré d'un socialisme qui ne voit d'ouverture qu'à droite, il a préféré venir à nos côtés, au P.S.U.

Le régime de Monarchie absolue en baisse sérieuse au dernier referendum : 46 Français sur 100 seulement ont dit Oui ! s'est traduit par un écœurant bilan de faillite :

— Départ anarchique des Européens d'Algérie, après une guerre qui a duré plus longtemps que sous la IVe République malgré une promesse de fin rapide.

— Faillite de l'économie française : taux moyen de croissance en 58-61 à 3,8 % ; il était de 4,5 % de 1951 à 61. (chiffres avoués dans le préambule du 4e plan).

— Faillite de l'enseignement : 3 fois moins d'écoles construites en 4 ans.

— Faillite de la politique agricole, mettant les agriculteurs en état de révolte permanente.

— Faillite de la stabilité gouvernementale : il n'y a plus de crise, mais disgrâce, comme sous l'ancien régime.. tout ceci au détriment de ceux qui travaillent, agriculteurs, ouvriers, artisans, fonctionnaires, auxquels on ne pense de façon intéressée qu'à l'approche des élections.

Contre cette politique de classe, de caste, de cartels et de monopoles, je vous offre ma candidature.

Creusoises et Creusois, c'est uniquement pour continuer à vous servir que je viens solliciter vos suffrages, car je crois connaître mieux que quiconque vos problèmes.

Vous direz le 18 Novembre si vous voulez confier votre défense à un des vôtres : comme parlementaire j'avais fait 288 interventions figurant au Journal Officiel ; comme maire et conseiller général je ne cesse de lutter contre le désert creusois et pour que les Pouvoirs Publics nous fournissent quelques pôles de fixation de main-d'œuvre pour freiner l'exode : La Creuse, au dernier recensement, se trouve être LE DEPARTEMENT AYANT LE PLUS PERDU DE POPULATION (10.000 habitants en 7 ans)

Ayant l'avantage de ne pas m'être trompé, de vous avoir averti,

J'espère que vous aurez à cœur de ne pas trahir votre qualité de Creusois en votant pour quelqu'un qui n'est pas des vôtres.

J'entends quotidiennement, à ma clinique, à l'hôpital, à ma mairie, aux foires, dans la rue, vos plaintes, vos besoins, votre espoir dans un grand changement ; votre bulletin de vote vous le permet, demain il sera trop tard.

Je vous demande : **-- de voter pour un des vôtres.**
-- de voter pour un parti jeune.
et pour le Front Socialiste,
-- de voter Creusois.

Docteur Pierre FERRAND

Ancien Assistant de l'Institut du Cancer de la Faculté de Paris
Médecin Chef de Service de l'Hopital de Guéret
Président de Section des Anciens Combattants
Ancien Combattant — Croix des Services Militaires Volontaires
Croix de Chevalier de l'Ordre de la Santé Publique
Croix de Guerre 1939-40
Maire de Royère — Conseiller Général
Ancien Député

CANDIDAT DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Remplaçant : **Roger BODEAU,** Cheminot, Militant Syndicaliste

MON PROGRAMME

LES PROBLEMES AGRICOLES

Notre département commence à être la proie d'entreprises agricoles de type industriel à gestion capitaliste, face auxquelles la petite exploitation familiale ne peut que constater son infériorité.

Le problème de la Terre se situe à trois niveaux :

— Celui de la Terre, de l'exploitation, de la commercialisation.

A ces trois niveaux notre programme apporte des solutions constructives.

La Terre : l'essentiel est de pouvoir travailler la terre, non la posséder ; il faut donc garantir le droit d'exploitation ; permettre la constitution d'entreprises viables ; généraliser la location (rôle possible des S.A.F.E.R.).

L'exloitation : Pour le P.S.U., seule l'agriculture de groupe peut encore sauver la petite et moyenne agriculture familiale

Cette agriculture de groupe ne représente-t-elle d'ailleurs pas **la seule solution qui permette aux agriculteurs, jeunes ou vieux, de prendre les loisirs qu'ils méritent** au lieu d'être des esclaves 365 jours par an de leur exploitation individuelle ; sans cela le secteur capitaliste accaparera l'essentiel de la production et ne laissera à l'exploitation familiale que la part la moins rentable dans la plus grande insécurité.

Il faut donc donner à cette agriculture de groupe un cadre juridique, des moyens financiers, une aide technique afin qu'elle ne soit pas écrasée au départ par les groupes capitalistes.

La commercialisation : Les agriculteurs doivent pouvoir créer et gérer eux-mêmes des CENTRES DE CONDITIONNEMENT (fruits et légumes) ou d'ABATTAGE (viandes). Ainsi pourront-ils transformer ou stocker leurs produits. Ceux-ci auront alors le « POIDS ECONOMIQUE » suffisant pour être négociés directement avec les centrales d'achat et coopératives de consommation.

Alors seront vaincus la spéculation et les profits scandaleux des intermédiaires.

L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE doit être développé et rester exclusivemennt laïque ; les C.I.V.A.M. sont toujours excellentes.

L'ENSEIGNEMENT

Un fils (ou une fille) de manœuvre, de salarié ou de petit exploitant agricole doit pouvoir, si son intelligence le lui permet, accéder aux plus hauts postes.

Pour ce faire, l'enseignement doit-être démocratique et représenter un service national, laïque et unique d'éducation.

Le P.S.U. propose :

— La prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans.

— La gratuité totale et réelle de l'enseignement à tous les niveaux avec gratuité des fournitures et des transports.

— Une orientation qui combatte les inégalités sociales.

— L'institution d'un enseignement permanent permettant aux adultes et aux adolescents de parfaire leur formation à tout âge.

— L'apprentissage des responsabilités sociales et de la coopération. — Le développement de l'instruction civique.

L'UNIFICATION DU CORPS ENSEIGNANT est nécessaire pour faire disparaitre les cloisons. L'avenir du pays est dans sa jeunesse : En particulier, il n'y a pas en Creuse un seul centre spécialisé de technique agricole, dans un pays où 50 % d'enfants n'a pas d'espoir d'entrée en 6e de lycée ou de collège d'enseignement général. Par contre un projet de loi-programme va être soumis au Parlement créant ainsi la ségrégation entre les enfants des cultivateurs et les autres : de cette façon le petit paysan ne pourra pas s'évader du métier de la terre, même s'il en a les dispositions, d'où une classe paysanne nécessairement cloisonnée et volontairement sacrifiée.

SALAIRES ET TRAVAIL

Il existe en France, selon les statistiques officielles des gens qui tous les mois gagnent 400 fois plus que les mal payés.

Il ne peut être question de progrès social :

— Sans que les plus pauvres, les Vieux Travailleurs, voient leur situation immédiatement améliorée,

— Sans que les FAMILLES, qui sont également défavorisées connaissent une augmentation des allocations familiales et de leurs ressources,

— Sans que les salariés des zônes les plus défavorisées soient augmentés,

— Sans que, pour les femmes, le principe A TRAVAIL EGAL, SALAIRE EGAL, passe dans les faits,

— Sans que les plus gros revenus soient connus et se voient imposés en conséquence,

Le P.S.U. veut en outre :

La suppression des abattements de zône,

La généralisation du S.M.I.G., notamment aux agriculteurs,

La généralisation des retraites complémentaires et l'égalité de traitement pour les vieux travailleurs agricoles.

LA DEMOCRATIE ECONOMIQUE ET SOCIALE

Le P.S.U. préconise l'extension du secteur nationalisé aux banques et aux compagnies privées d'assurances, c'est-à-dire au crédit ; aux pool de domination de l'économie (sidérurgie, pétrole, etc..), qui font leur vraie loi dans notre fausse démocratie actuelle.

Le P.S.U. veut l'instauration d'un véritable contrôle économique et financier des représentants des travailleurs sur les entreprises, tant nationalisées que du secteur privé.

LES COMMERÇANTS ET ARTISANS

Ils doivent rester libres de gérer eux-mêmes le cadre de leurs différentes professions. Ils doivent être préservés, à cause des services souvent très grands qu'ils rendent dans les départements ruraux, surtout des vexations des contrôles et de la superfiscalité.

LES PROBLEMES INTERNATIONAUX

Nous rejetons la conception de division du monde en deux camps.

Nous voulons le désarmement général, progressif et contrôlé,

— l'arrêt de toutes les expériences nucléaires,

— la suppression de la « force de frappe » ruineuse bien que dérisoire.

Nous nous opposons à l'armement nucléaire de l'Allemagne par les U.S.A. et de la Chine par l'U.R.S.S.

Nous défendons l'O.N.U. malgré ses imperfections.

L'Europe des cartels contrôlés par les forces les plus rétrogrades doit être dénoncée et combattue. C'est **l'Europe Socialiste** qui est à construire.

Le Marché Commun doit être élargi à d'autres nations (Grande-Bretegne, Scandinavie, Yougoslavie, etc..) pour justement échapper à l'emprise totale des cartels.

L'ARMEE

Le Service Militaire doit être ramené à un an, avec possibilité pour les étudiants de se libérer en plusieurs longues périodes prélevées sur leurs vacances, comme en Scandinavie.

L'Armée doit être épurée de ses éléments antirépublicains et devenir au fur et à mesure de la progression du désarmement international le prolongement de l'Ecole de la République.

LA SANTE PUBLIQUE ET LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Elles doivent bénéficier de ressources très augmentées.

Le Peuple Français doit savoir que seul le manque de moyens financiers empêche les médecins et les biologistes français d'être les premiers du monde — nous l'avons récemment constaté à Moscou où nous étions délégué du 8e Congrès International du cancer.

La médecine rurale de groupe et les hôpitaux ruraux sont à promouvoir, permettant des soins plus rapides et meilleurs, et libérant les médecins ruraux d'un travail harassant en leur laissant le temps de se perfectionner et de participer à la protection sanitaire de nos ruraux.

La LIBERATION DE LA FEMME. La liberté de l'information sur les possibilités actuelles de contrôle des naissances doit être autorisée et la loi de 1920 abrogée, selon un projet identique à celui défendu par nous-même et Emmanuel d'ASTIER en 1956. Les détracteurs de ce projet doivent savoir que les pays de libre conception et contraception tels que l'U.R.S.S. et les U.S.A. ont une courbe démographique supérieure à celle de la France. L'Homme et la Femme ont le droit absolu d'espacer et de limiter — si cela est nécessaire — les naissances dans leur foyer : c'est une question de dignité humaine et de réussite du foyer.

L'AIDE AUX AVEUGLES ET GRANDS INFIRMES

Elle doit être augmentée substantiellement ; leurs possibilités de rééducation et de reclassement mieux étudiées et encouragées ; la **solidarité** des valides et des infirmes considérée sans nuances comme un devoir pour tous.

Le **vieux** doivent pouvoir bénéficier d'une retraite décente .Ils ont des droits sur nous et la société doit tout faire pour adoucir leurs derniers jours afin qu'ils terminent leur vie dans la dignité — notamment les ruraux, là aussi sacrifiés et dont la part comme ailleurs est loin d'être égale.

Les **Anciens Combattants** dont les ruraux constituent la principale phalange, si étrangement bafoués, doivent retrouver le respect et la reconnaissance qui leur sont dues.

Vu : Le Candidat.

GUÉRET — IMP. LECANTI